



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° SPECIAL - SUPPLEMENT AU N° 39

14 SEPTEMBRE 1991

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

URSS :

APRES L'ECHEC DU PUTSCH, LA LUTTE QUI S'ENGAGE

INCONDITIONNELLEMENT CONTRE LE PUTSCH ET LES PUTSCHISTES

Nulle organisation ouvrière révolutionnaire, nul militant ouvrier révolutionnaire — à plus forte raison lorsqu'ils se réclament de la IV^e Internationale et de son programme — ne pouvaient rester neutres. Compte tenu des rapports sociaux et politiques existant en URSS, tous ne pouvaient se prononcer que :

pour la défaite inconditionnelle du coup d'Etat annoncé le lundi 19 août à l'aube, organisé par les chefs du KGB, de la caste des officiers, de l'appareil du PC de l'URSS regroupés dans ou derrière le "Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence".

Ils devaient formuler les mots d'ordre suivants :

— Liquidation immédiate : du KGB ; de

toutes les forces répressives ; du corps des officiers ; du PC de l'URSS, etc...

— Organisation et armement de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse pour faire face aux putschistes et instaurer leur propre ordre.

Pourquoi cette tentative de coup d'Etat ? L'aile de la bureaucratie du Kremlin qui l'a fomenté voulait rétablir dans son intégrité "l'ordre" bureaucratique, enserrer, aussi étroitement que du temps de Staline, Krouchtchev, Brejnev et leurs successeurs, dans un carcan de fer, les nationalités, la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, les intellectuels, les artistes, etc..., les écraser à nouveau totalement sous sa botte sanglante.

NAISSANCE ET APOGEE DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Quelques années après avoir pris le pouvoir en octobre 1917, sous la direction du parti bolchevik, de Lénine et de Trotsky, le prolétariat soviétique était exsangue. Quatre années de guerre impérialiste, trois années de guerre civile l'avaient épuisé, saigné, réduit à sa plus simple expression. La Russie et les pays qui composaient l'URSS étaient ravagés, leur économie détruite. A la fin et à la suite de la première guerre mondiale, de nombreux et puissants mouvements révolutionnaires avaient déferlé en Europe. Tous avaient été battus, particulièrement en Allemagne. Ce qui restait en URSS de la classe ouvrière était isolé. Sur le plan international l'URSS était assiégée. C'est dans ces conditions que s'est formée, développée, renforcée la bureaucratie du Kremlin, couche sociale parasitaire et contre-révolutionnaire.

«L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommation et la lutte (de tous) contre tous en résulte. Quand il y a assez de marchandises au magasin, les chalands peuvent venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises au magasin, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt

que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ. Elle "sait" à qui donner et qui doit patienter» (Trotsky, "La Révolution trahie").

Bien entendu, le gendarme commence par se servir d'abord et à se bien servir.

Au cours des années vingt, la bureaucratie a occupé tous les rouages de l'Etat, s'est subordonnée le Parti. Elle a chassé du pouvoir la classe ouvrière, monopolisé le pouvoir politique.

Disposant du monopole du pouvoir politique, la bureaucratie du Kremlin s'est soumise : l'économie de l'URSS fondée sur les rapports de production établis à la suite de la révolution d'octobre 1917 (expropriation des capitalistes, institution de la propriété étatique des moyens de production, planification économique) ; tous les rouages de la vie sociale (syndicats, associations, organisations de toutes sortes). Néanmoins : pendant des décennies, pour déséquilibrée qu'elle ait été, la croissance économique fut gigantesque ; des dizaines de

millions de femmes et d'hommes ont, non seulement appris à lire et à écrire, mais beaucoup d'entre eux ont accédé à un niveau de culture ; les sciences et les techniques ont fait de gigantesques bonds en avant ; etc... Le mérite en revient aux rapports de production constitués à la suite de la révolution d'octobre. Mais la gestion de l'économie et de toute la vie sociale par cette bureaucratie, monstrueuse et parasitaire, l'isolement économique de l'URSS, la course aux armements imposée par l'impérialisme ont multiplié et poussé au paroxysme les contradictions déjà existantes et en ont engendré de nouvelles (par exemple : celles qui ont résulté de la mainmise par la bureaucratie du Kremlin sur la partie est de l'Allemagne et les pays de l'est de l'Europe), économiques, sociales et politiques qui ne sont pas moins explosives.

Pendant des décennies, la bureaucratie du Kremlin, les a comprimées en maintenant et en renforçant sa dictature de fer : par l'assassinat des dirigeants du Parti Bolchevik du temps de Lénine, dont Zinoviev, Kamenev, Boukharine et finalement Léon Trotsky ; par la déportation et la liquidation de dizaines de milliers de combattants de la révolution d'octobre, (les fantasmagoriques "procès" des années 1934-1938 en ont été les aspects publics) ; par les répressions de masse (de millions de déportés, de liquidés physiquement). Staline a été le maître d'œuvre, le grand architecte de cette répression, ce qui lui valut alors l'admiration délirante et la soumission sans faille des dirigeants, des appareils, des militants de l'ensemble des PC dans le monde. La plus grande partie du personnel politique des différentes bourgeoisies l'a sacré "grand chef d'Etat".

LA BUREAUCRATIE EN CRISE

A la mort de Staline, les formidables contradictions, comprimées mais croissant constamment, les énormes pressions contradictoires des prolétariats et des peuples de l'est de l'Europe, de l'URSS d'un côté et de l'impérialisme de l'autre, ont secoué les bureaucraties de l'URSS et celles qui lui étaient satellites. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat de la partie est de l'Europe en juin 1953, la révolution hongroise des conseils de novembre-décembre 1956, le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais au cours de l'année 1956, telle a été la première vague mettant en cause le pouvoir des bureaucraties de l'est de l'Europe. Dans la partie est de l'Allemagne, en Hongrie, les tanks de la bureaucratie du Kremlin ont noyé dans le sang le soulèvement de la population laborieuse et de la jeunesse. En Pologne la

pression militaire et les illusions sur les possibilités de réforme de la bureaucratie l'ont étouffé. Dès 1968, un processus de la dislocation de l'appareil bureaucratique tchécoslovaque s'est conjugué au déferlement de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. A nouveau les tanks de la bureaucratie du Kremlin ont écrasé ce mouvement, l'ont noyé dans le sang. Mais dès décembre 1970-janvier 1971, la grève générale des ouvriers des chantiers navals de la Baltique a déferlé. Elle a ébranlé la bureaucratie polonaise. En 1976 ce furent les mouvements de Radom et d'Ursus. Par ailleurs, dès 1948 ç'avait été la rupture entre les bureaucraties du Kremlin et yougoslave. En 1960 cette fois c'était la rupture entre Moscou et Pékin.

LA BUREAUCRATIE CRAQUE

Lorsque le 11 mai 1985 Gorbatchev est élu secrétaire général du PC de l'URSS, en remplacement de Tchernenko décédé la veille : les contradictions économiques, sociales et politiques, les pressions contradictoires de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, des nationalités et de l'impérialisme ont atteint un point critique ; les impasses, les distorsions de l'économie de l'URSS dues à sa gestion par la bureaucratie parasitaire, à son isolement relatif du marché mondial, à la course aux armements, ont entraîné sa régression. Sa désagrégation menace. Il n'est plus possible à la bureaucratie du Kremlin de contenir ces contradictions, de résister aux pressions, de surmonter la menace de désagrégation de l'économie en utilisant les méthodes de Staline, la répression sanglante de masse ou de les masquer par "l'immobilisme" à la façon de Brejnev (les deux pouvant être associés). Gorbatchev a tenté de dénouer cette situation : en faisant d'immenses concessions à l'impérialisme ; en orientant l'économie de l'URSS vers une "économie de marché", c'est-à-dire vers la restauration capitaliste (la perestroïka) ; en assouplissant la domination politique de la bureaucratie du Kremlin et en l'adaptant aux exigences de la "pérestroïka" (la glastnost) ; en acceptant, plutôt de force que de gré, une certaine "libéralisation" politique limitée.

Mais par les fissures ouvertes dans le système bureaucratique un flot tumultueux d'événements s'est précipité. Ces fissures sont devenues des brèches béantes. Gorbatchev s'est efforcé, en

vain, de les colmater. Questions des nationalités, revendications des différentes couches sociales et au premier chef du prolétariat, mise en cause du passé de la bureaucratie, de ses crimes, de ses répressions, réhabilitation des victimes des procès de Moscou des années 1934-38, etc... : tout a surgi. En août 1981, la grève générale en Pologne, la constitution de Solidarnosc ont été le point de départ de l'irruption qui, après beaucoup de vicissitudes, allait bouleverser ce pays, s'étendre à la Hongrie, provoquer l'effondrement du mur de Berlin, toucher la Bulgarie, soulever les masses en Tchécoslovaquie, provoquer la révolution roumaine, faire exploser les régimes bureaucratiques de la partie est de l'Europe, y compris celui de Yougoslavie. L'engagement par le prolétariat de la partie est de l'Allemagne du combat pour la réunification de ce pays, les développements qui s'en sont suivis, ont porté le coup mortel à la domination par la bureaucratie du Kremlin, depuis la fin de la IIe guerre mondiale, des pays de la partie est de l'Europe. L'économie de l'URSS s'est décomposée sous l'effet de la crise politique et en raison de l'incapacité de Gorbatchev de maintenir l'ancien système de gestion alors qu'il n'a pu pourtant appliquer vraiment, la "perestroïka". Le processus de rupture à l'intérieur de la bureaucratie a pris de plus en plus d'ampleur. Les oppositions entre les différentes couches de la bureaucratie, jusqu'en ses sommets, sont devenues de plus en plus âpres, violentes, brutales. En même temps, l'appareil d'Etat, ses organes, le PC de l'URSS, son appareil se sont désagrégés.

LES OBJECTIFS DES PUTSCHISTES

En fomentant et en tentant de réaliser leur coup d'Etat, les conjurés du "comité d'Etat pour l'Etat d'urgence", situés au sommet de l'Etat (dirigeants du gouvernement, de l'ensemble des organes répressifs de cet Etat, du KGB, de l'armée, de la milice, de l'économie, dirigeants du PC de l'URSS) ont tenté de rétablir dans toute sa brutalité la dictature bureaucratique, l'Etat totalitaire, donc, au premier chef, de liquider les éléments de liberté conquis, arrachés, au cours de ces dernières années. La lecture de leur «appel au peuple soviétique : "Notre grande patrie est menacée d'un danger mortel"» ne laisse aucun doute, s'il pouvait y en avoir :

«Le pouvoir s'est aliéné la confiance populaire à tous les niveaux. La politocallerie a évincé de la vie sociale le souci des destinées de la patrie et du citoyen. Toutes les institutions d'Etat commencent à être bafouées de manière venimeuse. De fait le pays est rigoureusement ingouvernable.

Des forces extrémistes ont émergé à la faveur des libertés accordées et ont foulé aux pieds les premiers germes de la démocratie (sic) afin de liquider l'Union Soviétique, de démanteler l'Etat et de prendre le pouvoir à tout prix. La spéculation cynique sur les sentiments nationaux n'est qu'un écran pour satisfaire des ambitions. Les aventuriers politiques n'ont pas cure des malheurs vécus actuellement par leurs peuples, ni de leur avenir...

..La crise du pouvoir a eu un impact catastrophique sur l'économie. Le glissement vers une économie de marché, chaotique et spontanée, a provoqué une explosion d'égoïsme régional, corporatiste, collectif et personnel. La guerre des lois et l'encouragement des tendances centrifuges ont enrayé un mécanisme économique unique, vieux de plusieurs décennies. En conséquence, le niveau de vie de la plus grande partie des Soviétiques a brusquement chuté, la spéculation et l'économie parallèle fleurissent. Il est grand temps de dire la vérité à la population : si des mesures urgentes et énergiques ne sont pas prises pour stabiliser l'économie, nous ferons inévitablement face, et dans un avenir proche, à la famine et à un nouvel appauvrissement (...). Ce sont seulement des gens

irresponsables qui peuvent espérer une aide de l'étranger...

... Les institutions démocratiques créées par la volonté du peuple ont perdu, à nos yeux, prestige et efficacité ; cela résulte des actions délibérées de ceux qui, en violant grossièrement la loi fondamentale de l'URSS, commettent pratiquement un coup d'Etat anti-constitutionnel et cherchent à accéder à une dictature personnelle. Des préfectures, des mairies et d'autres se substituent de plus en plus souvent, sans s'en cacher aux soviets, élus par le peuple.

... Le pays plonge dans un gouffre de violences et d'arbitraire. La propagande du sexe et de la violence, mettant en péril la santé et la vie des générations futures, n'a jamais connu, dans l'histoire du pays, une telle envergure. Des millions de personnes exigent que des mesures soient prises contre la preuve de la criminalité et l'immoralité inqualifiable, flagrante. La destabilisation de la situation politique et économique qui s'aggrave en Union Soviétique compromet nos positions dans le monde. Des appels à la revanche commencent à retentir ici et là, on exige de réviser nos frontières. On appelle même à démembrer l'Union Soviétique et à établir une tutelle internationale sur certaines entreprises et régions de notre pays. Telle est la réalité amère.»

En même temps, les putschistes laissaient ouverte la porte de la "pérestroïka" :

«Tout en développant les multiples modes de production dans le domaine de l'économie nationale, nous soutiendrons également l'entreprise privée en lui accordant les possibilités nécessaires à son développement.»

Aucune hésitation n'était permise : pour défendre les éléments de libertés démocratiques, indispensables à la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse, pour défendre leurs intérêts, il fallait combattre inconditionnellement contre le coup d'Etat, contre les putschistes.

LE POUVOIR REAXE

Les gouvernements impérialistes, les hommes politiques bourgeois, la presse ont feint la surprise. Qu'un coup d'Etat, un putsch se produirait, était pourtant évident. Seules la date et l'heure pouvaient être ignorées. Il y a déjà un an, CPS n° 34 en date du 11 septembre 1990 écrivait à propos du 28e congrès du PC de l'URSS :

«Le 28e congrès a été celui d'un parti déliquescents, qui se déchire, se délite, comme se déchire et se délite la bureaucratie du Kremlin. La question se pose : y aura-t-il un 29e congrès du PC de l'URSS ?»

Toutefois, cet article soulignait :

«Certains haut-gradés de la hiérarchie militaire sont allés jusqu'à affirmer : de toutes les structures de la société, l'armée, la marine sont par essence et par

structure les symboles les plus entiers de l'Etat. Qui veut détruire l'Etat jusqu'à ses fondements commence par diffamer les forces armées. Seuls nos cultivés caquetants vont répétant que personne n'a l'intention de nous attaquer. C'est une idée faite pour les simples d'esprit. L'armée est la structure sociale la moins défendue de la société, celle qui a été la plus sacrifiée, lorsqu'elle couvrait de son corps les réacteurs mortifères de Tchernobyl, mourait dans le Karabakh et au-delà de l'Indoukouch (Afghanistan).»

Le n° 37 de CPS en date du 18 avril 1991 rappelait :

«Depuis octobre 1990 l'axe du pouvoir à la tête duquel est Gorbatchev s'est déplacé. Confronté à l'accentuation des crises économique, sociale et politique, il ne pouvait y faire face en s'appuyant sur le centre de la

bureaucratie et sur son aile "réformatrice" en raison de leur hétérogénéité, de leur division, de leur impuissance. Le programme des cinq cents jours le contraignait à affronter directement les masses. Il a dû y renoncer. Et alors que dans les mois précédents il avait porté, notamment en juillet au 28e congrès, de durs coups à l'aile "conservatrice" de la bureaucratie, à l'appareil d'Etat et du parti, il en est venu à s'appuyer sur elles : sur le KGB, la caste des officiers, l'appareil de l'Etat et le parti plus ou moins disloqués.

Le 13 novembre, il s'adressait à 1000 officiers réunis au Kremlin. Il leur aurait dit (la réunion s'est déroulée à huis clos) que l'intégrité de l'URSS était «la dernière tranchée à défendre». "Sovietskaïa Rossia" du 14 novembre publiait un article signé du maréchal Sergueï Akhromeyev, qui n'occupe plus d'importantes fonctions militaires. Il écrivait :

«La lutte politique est en train de s'aggraver... Les éléments séparatistes ébranlent toujours plus la structure fédérale de l'Etat... L'armée fait l'objet d'un pilonnage acharné... Si la Constitution se trouvait bafouée et que les séparatistes ou d'autres forces anti-socialistes essayaient de démembrer notre pays ou de changer son système social, les forces armées, sur la décision du soviét suprême et du président de l'URSS pourraient être utilisées... Le temps est venu de protéger notre Etat fédéral socialiste.»

Gorbatchev nommait à la tête du ministère de l'Intérieur un de ses proches assisté d'un militaire réputé à poigne, le général Gromov. Le KGB était chargé de la distribution de l'aide alimentaire qu'alors les pays capitalistes européens commençaient à envoyer en URSS. Le nouveau chef du KGB, Vladimir Krioutchkov accusait, dans un discours prononcé le 11 décembre à la télévision, les «groupes extrémistes radicaux» d'être soutenus «moralement et politiquement par l'étranger» (...) «Le KGB a fait son choix, celui de défendre la patrie socialiste». Il s'opposera «par tous les moyens à sa disposition (aux) forces anti-communistes qui luttent pour le pouvoir par des moyens anti-démocratiques.»

La session de décembre du "Congrès des députés du peuple" a marqué une étape de ce réaxage de la direction de l'Etat fédéral, avec la démission de Chavardnazé dénonçant «l'approche de la dictature», les révisions de la constitution, la désignation d'un vice-président, etc. (voir le n° 36 de CPS) et aussi l'opportune crise cardiaque de l'ancien premier ministre Rijkov.

La constitution du nouveau gouvernement a été longue puisqu'elle n'a été terminée que le 25 février 1991. Pavlov est devenu premier ministre. Ancien président du comité d'Etat aux prix, il s'est toujours rangé du côté des "conservateurs". Boris Pougo, nouveau ministre de l'Intérieur, a été le dirigeant du KGB en Lettonie. Il est doublé par l'ancien commandant en chef des troupes du Kremlin en Afghanistan.

(...) L'audiovisuel a été l'objet d'une reprise en main. Début novembre, Gorbatchev a nommé Kravtchenkov, qui a dirigé pendant deux ans la Pravda, à la direction du "comité d'Etat pour la télévision et la radio". Sa tâche consiste à normaliser l'audiovisuel.

En même temps, les "conseillers libéraux" de Gorbatchev étaient éliminés ou démissionnaient : Youri Ossipian, membre de l'ancien conseil présidentiel ; Léonid Albakine, ancien vice-président, ministre du gouvernement Rijkov qui était chargé de la réforme économique ; Stéphan Sitarian également vice-premier ministre du gouvernement Rijkov ; Nicolai Pétrakov et Stanislas Chataline, conseillers économiques de l'ancien conseil présidentiel en ont démissionné pour protester.

Le nouveau cours s'est manifesté, entre autre, dans la tentative de mettre au pas les Républiques baltes par des moyens militaires, à l'appel de soi-disant comités de salut public (voir CPS n° 36). Un décret publié le 25 janvier créait "pour assurer l'ordre" des patrouilles mixtes qui devaient parcourir les grandes villes. Le 29 janvier un autre décret autorisait le KGB et les organes du ministère de l'Intérieur à enquêter directement auprès des entreprises et des banques pour lutter contre l'économie souterraine. Ils étaient également autorisés à perquisitionner dans ces établissements.»

Mais ce réaxage du pouvoir s'est heurté à de puissantes réactions des masses. Le dimanche 20 janvier, une puissante manifestation se déroulait à Moscou dont le mot d'ordre était : "Aujourd'hui la Lituanie, demain la Russie". L'agence officielle Tass annonçait : 300 000 manifestants, les organisateurs en annonçaient 500 000. A la suite de cette manifestation, Gorbatchev, le KGB, les officiers assouplissaient leur attitude à l'égard des Etats baltes. Le référendum du 17 mars 1991, portant sur le maintien de l'URSS, avait été conçu ainsi qu'un plébiscite. De ce point de vue ce fut un échec. Du 1er mars à la mi-mai, des centaines de milliers de mineurs se mettaient en grève pour leurs revendications, mais ils exigeaient aussi le départ de Gorbatchev de la présidence de l'URSS.

NOUVELLE OSCILLATION DE GORBATCHEV

Le 9 avril, Gorbatchev soumettait au Conseil de la Fédération un plan "anti-crise". Il était repoussé. Nouvelle embarquée de Gorbatchev, cette fois vers les "réformistes" : le 24 avril il concluait avec Boris Eltsine un accord politique, ce dernier acceptant le "plan" anti-crise. Le 12 juin, Eltsine était élu au suffrage universel, président de la République de Russie. Ensuite, Gorbatchev réclamait aux sept plus grandes puissances impérialistes une aide financière et économique considérable (on parle de 100 milliards de dollars). Le 17 juillet, il participait au G7 de Londres. En réponse à ses demandes, les gouvernements des grandes puissances

capitalistes lui soumettaient leurs exigences : l'URSS pourrait devenir membre associé du FMI et de la Banque mondiale ; elle aurait droit à tous leurs services... sauf à des crédits ; elle devrait pratiquer une politique de resserrement macro-économique, de limitation des crédits militaires, s'engager quant aux flux d'échanges avec les pays de l'est de l'Europe ; régler harmonieusement les relations entre les Républiques et le Kremlin, avoir une attitude conciliante vis à vis des Etats baltes. L'aide serait alors accordée au coup par coup. Le 20 juillet, Boris Eltsine signait un décret qui interdisait :

«L'activité des structures organisationnelles des partis politiques (en l'occurrence du PC) et des mouvements sociaux dans les organes, les administrations d'Etat de la fédération de Russie.»

Au plénum du Comité Central des 25 et 26 juillet, Gorbatchev proposait que le PC de l'URSS adopte un nouveau programme qui abandonnerait le "concept" de la lutte des classes ; se rallierait officiellement aux "principes" social-démocrates et en conséquence le nom du parti changerait. Un congrès extraordinaire, réuni avant la fin de l'année, ratifierait ce

programme. Enfin, le traité sur l'"Union des Républiques Souveraines" était amendé. Tout en maintenant l'URSS en tant qu'Etat souverain, il faisait une place importante, au sein de l'Union, aux gouvernements des Républiques. Les gouvernements de neuf Républiques sur quinze étaient prêts à le ratifier au cours d'une cérémonie qui devait avoir lieu le 20 août. Les six autres continuaient à le rejeter car, selon eux, il signifiait le maintien de la subordination des Républiques à l'Union. De leur côté, les "conservateurs" considéraient qu'il engageait le processus de la dislocation de l'URSS et était donc inacceptable.

LE PUTSCH S'ANNONCE

Pour les "conservateurs" qui détenaient les principaux postes gouvernementaux et de direction de l'Etat, la coupe était pleine. Pavlov, chef du gouvernement, demandait au "parlement" de l'URSS des pouvoirs spéciaux qui devaient contre-balancer ceux dont disposaient Gorbatchev. Il était soutenu par le maréchal Iazov, Krioutchkov, Pougou. Le "parlement" repoussait cette demande. Le 28 juillet, Iakovlev démissionnait de son poste de conseiller de Gorbatchev. Menacé d'être exclu du PC de l'URSS, il en démissionnait le 16 août. Dans une déclaration, il écrivait :

«Je voudrais prévenir la société qu'un groupuscule stalinien influent s'est formé au sein du noyau dirigeant du parti, qui se prononce contre le cours politique de 1985... La direction du parti, en dépit de ses déclarations, élimine l'aile démocratique et prépare une revanche sociale, un coup d'Etat et une prise de pouvoir au sein du parti.»

Le même jour, "L'Etoile rouge" publiait un sévère avertissement du comité du parti des forces armées aux "forces anti-communistes (qui) attaquent ouvertement le PCUS". On y lisait :

«Les agressions contre l'armée ne cessent pas, ainsi que les tentatives de faire éclater l'armée en unités nationales (...). On fait croire à la société que l'Etat est en totale sécurité et que les forces armées sont inutiles. Nous vous appelons, communistes des forces armées, à consolider l'unité dans les rangs du parti et à empêcher une scission du PCUS.»

(...) C'est de nous, les communistes de l'armée que dépend en grande partie la destinée de notre pays et de ses forces armées. Notre devoir en tant que communistes et citoyens est d'être des patriotes internationalistes et de confirmer les idées de Lénine sur la défense de la patrie socialiste.»

Les forces armées soviétiques doivent, conclut l'appel, restée "stables et unifiées", continuer à représenter "un soutien solide pour le président et le soviet suprême" et assurer la population que "l'armée reste le garant de l'indépendance de notre grande puissance". (d'après l'AFP et l'agence Tass). Le membre de phrase sur le "président" et le "soviet suprême" n'était qu'une feuille de vigne.

L'ECHEC

Le lundi 19 août au matin, le "Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence" annonçait sa tentative de coup d'Etat. Il était composé de Ianaev, vice-président de l'URSS, de Valentin Pavlov, premier ministre, Vladimir Krioutchkov, chef du KGB, Oleg Baklanov, vice-président du Conseil de défense, Boris Pougou, ministre de l'intérieur, Iazov, maréchal et ministre de la défense, Staroudoubtsev, président de l'Union des paysans de l'URSS, Tiziakov, président de l'Association des entreprises d'Etat. Gorbatchev était destitué et Ianaev assurait les fonctions de président de l'URSS.

Comme tout coup d'Etat, celui des conjurés du "Comité d'Etat pour l'Etat d'urgence" était un coup de poker. Compte tenu de l'évolution de la situation en URSS, des rapports entre l'URSS et les puissances impérialistes, ils n'avaient pas le choix, il leur fallait abattre leurs cartes. Les principales de celles-ci étaient précisément la politique louvoyante, d'équilibre à bascule entre les différentes couches de la bureaucratie, menée depuis des années par Gorbatchev et son impopularité criante parmi les masses de l'URSS. Mais leurs cartes se sont révélées être faibles, c'est d'ailleurs pourquoi ils ont mal joué. Le PC de l'URSS était en pleine décomposition. L'armée, loin d'être un corps homogène, était elle-même la proie des antagonismes et contradictions qui déchirent l'URSS. Le KGB était également profondément

atteint. La tentative de mettre en œuvre les dispositions qu'exigent tout coup d'Etat a révélé à quel point les superstructures, les organes, les corps de l'Etat bureaucratique, étaient atteints, paralysés, gangrénés, y compris les forces répressives, le KGB, les cadres de l'armée.

La classe ouvrière, la grande masse des travailleurs sont restées dans l'expectative. Dans leur ensemble, elles n'ont pas répondu à l'appel à la grève générale lancé, dès le matin du 20 août par Boris Eltsine. La responsabilité en revient à Gorbatchev : les prolétaires n'avaient nulle envie de défendre celui qu'ils considéraient comme étant responsable de leur situation matérielle désastreuse. Boris Eltsine leur était suspect : n'est-il pas partisan du libéralisme sans frein ? N'a-t-il pas pactisé avec Gorbatchev pour faire cesser les grèves du printemps 1991 ? Pourtant, la plus grande partie du corps des officiers, des chefs du KGB, des forces répressives, avaient une peur bleue que s'ils exécutaient les ordres des putschistes, s'ils faisaient intervenir leurs unités, la classe ouvrière, la population laborieuse, les nationalités s'ébranlent et engagent le combat. C'est pourquoi (Boris Eltsine ayant appelé à la désobéissance civique, les "réformateurs" engageant la résistance suivis d'une partie de la population), ils n'ont pas exécuté les ordres des putschistes et que le coup d'Etat a foiré.

DECHAINEMENT DES FORCES CENTRIFUGES

Le coup d'Etat a lamentablement échoué. Les putschistes ont été arrêtés. Certains se sont suicidés. Gorbatchev a repris, sous la haute protection de Boris Eltsine, ses fonctions de président de l'URSS. Il a fait son "autocritique" devant le "soviet suprême de la République de Russie". En République de Russie, le PC a été "suspendu", sa presse et ses activités interdites, son siège occupé et ses archives saisies par décision du "soviet suprême" (encore appelé "parlement") de Russie. Le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau a été descendu. A sa place a été hissé le drapeau de la Russie, mais qui est aussi le drapeau de la Russie des tsars. En de nombreuses Républiques, le PC a été interdit. Par décision du gouvernement de Russie, le siège du KGB a été occupé, les archives saisies. Les statues de Derjinski et de Sverdlov ont été déboulonnées. Dans certaines Républiques, celles de Lénine l'ont été également. La boue réactionnaire des popes et des nostalgiques des tsars s'est répandue dans Moscou. Gorbatchev a démissionné de son poste de président du PC de l'URSS. Il a intimé au CC d'avoir à se dissoudre. Eltsine et les "réformateurs" apparaissent comme étant politiquement les grands vainqueurs. Nombre de fonctions exercées jusqu'alors par le pouvoir central et concernant l'URSS dans son ensemble ont été accaparées par le gouvernement de la République de Russie. Le nouveau gouvernement devrait être dirigé par un "réformateur" et composé de "réformateurs". Les réformes pro-capitalistes devraient être désormais appliquées à une vitesse grand "V". Après s'être convaincues que le putsch

n'avait aucune chance de réussite, les puissances impérialistes ont appuyé de tous leurs moyens Eltsine et les "réformateurs" dont elles exigent qu'ils satisfassent leurs "revendications".

Mais le contre coup du putsch, son échec ont tout ébranlé en URSS et ébranlé l'URSS elle-même, déchainé les forces centrifuges, libéré les forces sociales et politiques les plus contradictoires. Une partie importante du prolétariat de Moscou a commencé à sortir dans la rue en participant aux obsèques des victimes du putsch qui ont été suivies par des centaines de milliers de personnes. L'ébranlement de l'appareil d'Etat, les brèches qui s'y sont ouvertes, la liquidation des cellules du PC de l'URSS dans l'administration, l'appareil économique, les entreprises, ouvrent de nouvelles possibilités à la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse. Dans l'armée, différenciations sociales, politiques, nationales vont s'accroître et agir ainsi que des ferments de sa décomposition que la suppression des cellules du PC de l'URSS accroîtra également. Déjà, sept des quinze Républiques ont proclamé leur indépendance. L'accélération des réformes pro-capitalistes, l'ouverture des frontières à la pénétration économique et financière des puissances impérialistes, la crise politique vont porter à leur paroxysme la crise et la désintégration économique et générer des mouvements que la grève des mineurs a annoncés et par rapport auxquels elle n'aura été qu'un simple avertissement, une esquisse.

LE KGB, LES FORCES REPRESSIVES, LE CORPS DES OFFICIERS DEMEURENT

Eltsine, les "réformateurs" ont été des composantes de la bureaucratie du Kremlin à laquelle Gorbatchev reste lié. Ce sont les partisans les plus acharnés et les plus décidés de la restauration capitaliste, de la pénétration des marchandises et des capitaux impérialistes en URSS, en Russie, dans les Républiques. Ce sont les agents directs des puissances impérialistes, notamment de l'impérialisme américain. Il ne faut pas s'y tromper : s'ils "épurent" l'appareil d'Etat, ses organes, le KGB, le corps des officiers, les forces répressives, en aucun cas ils n'entendent les détruire, les liquider. Ils veulent en faire leurs dociles instruments du "maintien de l'ordre" contre les masses et de l'application de leur politique restauracionniste. Eltsine vient de montrer le bout de l'oreille : en menaçant les Républiques qui ne signeraient pas le "traité de l'Union" et notamment l'Ukraine, d'exiger d'elles des rectifications de frontières ; en faisant de la Russie la maîtresse des réserves d'or et de devises de l'URSS. Il s'est révélé être un nationaliste chauvin grand russe, se situant dans la tradition de l'empire tsariste. Gorbatchev, appuyé par Eltsine, veut maintenir le carcan que représente pour les peuples de l'Union, l'URSS actuelle. Gorbatchev veut même maintenir le PC de l'URSS. Au cours des inéluctables

affrontements sociaux et politique à venir, il se pourrait que ce soit eux qui deviennent les "putschistes" restaurant le carcan politique et policier hérité du régime bureaucratique. De plus, si le KGB, les forces répressives, le corps des officiers, etc... sont durement éprouvés, déliquescents, ils ne sont pas morts. Le chaos politique, les impasses sociales, économiques, nationales peuvent leur permettre de se regrouper, de se réorganiser, de se revitaliser et de préparer de nouvelles tentatives de coups d'Etat.

Plus que jamais, les mots d'ordre suivants doivent être avancés :

● **Liquidation immédiate du KGB, de toutes les forces répressives, du corps des officiers, du PC de l'URSS, etc...**

● **Organisation et armement de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse pour éliminer toute possibilité de putsch, assurer leur propre ordre.**

QUESTIONS NATIONALES ET REVOLUTION POLITIQUE

Une des résolutions adoptées à la Ve Conférence du "Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale)" (2-3-4 juin 1990) expliquait :

«L'un des legs de la bureaucratie du Kremlin sera vraisemblablement d'avoir provoqué, par sa politique d'oppression et de spoliation, la dislocation de l'URSS... La défense des rapports de production issus

de la révolution d'octobre ne s'identifie pas strictement à tout moment à la défense de l'espace et à la structure politique de l'URSS actuelle. On ne peut défendre contre les masses ces rapports de production mais seulement avec elles et le processus de l'éclatement de l'URSS actuelle est engagé par le mouvement des masses... Tout en se prononçant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en combattant avec ces peuples lorsqu'ils engagent la lutte pour leurs droits

nationaux et l'indépendance nationale, des sections de la IVe Internationale dans ces pays auraient à défendre le programme de la révolution politique ainsi que le concevait Trotsky. Il écrivait, par exemple, en ce qui concerne l'Ukraine : "Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS, vont s'écrier en chœur les "amis" du Kremlin. Qu'y-a-t-il de si terrible ? Répondrons-nous. L'adoration des frontières des Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout "un et indivisible"".

Et encore : "Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait acceptables ce qui présuppose à son tour la régénérescence révolutionnaire de l'URSS".

Trotsky spécifie que l'indépendance nationale ne peut être pleinement acquise qu'en opposition et contre l'impérialisme et qu'en conséquence seul le prolétariat peut mener jusqu'au bout, dans les pays soumis à la bureaucratie du Kremlin, la lutte pour l'indépendance, cela contre les agents de l'impérialisme et les forces sociales et politiques bourgeoises et pro-bourgeoises. Les sections de la IVe Internationale doivent participer à tout combat réel pour l'indépendance nationale que mènent les peuples de l'URSS contre la bureaucratie du Kremlin. Mais quels que soient les pas en avant que pourraient faire sur cette voie les directions nationalistes liées à l'impérialisme et pro-bourgeoises, jamais les sections de la IVe Internationale ne doivent se confondre avec ces directions. Dans la lutte pour l'indépendance nationale de tel ou tel pays actuellement membre de l'URSS, il peut devenir nécessaire de lancer le mot d'ordre d'une Assemblée Nationale souveraine élue au suffrage universel. Mais, même dans ce cas, le prolétariat, force motrice du combat, ne peut renoncer à

ses revendications, à ses formes de lutte, à ses formes d'organisations, syndicats, partis, soviets.

Trotsky conclut : "Pas le moindre compromis avec l'impérialisme qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux, ou pacifistes libéraux. Pas de "Fronts populaires". Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs".»

Les conséquences de l'échec du coup d'Etat confirme pleinement cette appréciation et cette orientation. En quelques jours, sept des quinze Républiques ont proclamé leur indépendance : la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, la Géorgie. Seulement cinq Républiques n'ont pas encore dénoncé le projet de "traité de l'union". Mais les trois Républiques baltes sont engagées par leurs gouvernements à vive allure sur la voie de la réintégration dans le système impérialiste et la restauration capitaliste. Les dirigeants de la Moldavie veulent la réintégrer à la Roumanie dont elle a été arbitrairement coupée par la bureaucratie du Kremlin. Les dirigeants des autres Républiques, celles dont l'indépendance a été proclamée et celles où elle n'est pas loin de l'être, sont également orientés vers la restauration capitaliste, la porte ouverte à la pénétration des marchandises des pays capitalistes dominants, la soumission aux puissances impérialistes et à leurs organismes internationaux. Les structures de ces Etats intègrent les structures locales du vieil appareil bureaucratie de l'URSS, des forces de répression, du KGB, etc... Le personnel politique qui dirige ces nouveaux Etats est le plus souvent issu de la vieille bureaucratie, du PC de l'URSS et de toute façon il est pro et néo-bourgeois. Pour toutes les Républiques de l'Etat de l'URSS en décomposition vaut ce que Trotsky écrivait à propos de l'Ukraine. Par conséquence, dans toutes les Républiques les morts d'ordre, ci-dessus rappelés, sont indispensables.

POUR DES CONGRES OUVRIERS, PAYSANS, TRAVAILLEURS DES REPUBLIQUES ET DE L'UNION

La situation économique dramatique et qui va encore s'aggraver, fait peser la menace de la famine, du froid, de la mort, cet hiver, sur des millions d'ouvriers, de paysans, de travailleurs de diverses couches sociales. La restauration capitaliste, la subordination à l'impérialisme, vont provoquer la privatisation, la liquidation de milliers et de milliers d'entreprises, le chômage et la misère noire pour des millions et des millions de travailleurs, ouvriers et paysans. La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse useront des libertés existantes de fait pour se regrouper, s'organiser, combattre. Il n'y a d'issue pour elles que si "la lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de la presse, se développe en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique".

A l'orientation de destruction de la propriété étatique, de liquidation des entreprises, de réintroduction du mode de production capitaliste, de chômage massif, de la misère et de la faim, il faut opposer celle : de la satisfaction des revendications des ouvriers, des travailleurs des différentes couches productrices, de la jeunesse ; de la garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat. Ce n'est possible que si

l'économie est arrachée des mains des liquidateurs, des agents de la restauration capitaliste, des néo-bourgeois et aspirants bourgeois provenant de la bureaucratie et est placée sous le contrôle du prolétariat. Mais pour cela il faut que le pouvoir politique soit repris par la classe ouvrière s'appuyant sur toutes les couches de producteurs.

Dans chaque République et à l'échelle de l'Union, l'organisation et la tenue de congrès d'ouvriers, de paysans, de producteurs sont indispensables. Ils auront à répondre aux questions qui se posent au prolétariat : de la gestion de l'économie et de son orientation, à la liquidation des organes et corps de l'Etat hérités du pouvoir bureaucratique et dirigés par des néo et pro-bourgeois ; aux rapports entre les Républiques ; à la question du pouvoir. Particulièrement urgente est la revendication du contrôle des ouvriers, des paysans, des producteurs sur les stocks, les moyens de consommation, les moyens de production, la production, la distribution, pour l'élaboration et la réalisation d'un plan économique correspondant aux moyens économiques et aux besoins des masses.



Tel est l'essentiel des réponses politiques que la situation existant en URSS et dans les Républiques exige d'urgence. Mais pour les formuler, les projeter dans la lutte politique, il faudrait que se constitue en URSS un parti de la IVe Internationale, parti qui se construirait au cours du combat. En

l'absence de ce parti, les convulsions politiques seront longues, douloureuses et dangereuses...

Le 29/08/1991

LES EVENEMENTS TRAGIQUES D'ALGERIE ET LA POLITIQUE DU "P.T." ALGERIEN

NE PAS CONFONDRE OCTOBRE 88 ET MAI-JUILLET 91

Une nouvelle fois l'Algérie vient d'être ensanglantée. Sans doute est-ce par centaines que se comptent les morts et par milliers, les blessés. Ils sont tombés sous les balles de la police, de la gendarmerie, des compagnies nationales de sécurité, de l'armée nationale populaire. Des milliers de manifestants sont encore emprisonnés. La grande majorité des victimes sont des jeunes. De ce fait on peut avoir tendance à faire un parallèle entre les événements de fin-mai début juillet 91 et ceux d'octobre 1988. Alors aussi il y avait eu des centaines de morts et des milliers de blessés, la plupart étaient des jeunes, tombés sous les balles des forces de répression. Pourtant la nature politique des événements de fin mai-juillet 1991 et celle de ceux d'octobre 1988 est profondément différente.

En octobre 1988 le prolétariat se mobilisait, les grèves déferlaient, la grève générale menaçait. La jeunesse était l'aile marchante d'un mouvement au centre duquel était la classe ouvrière, ce qui donnait à ce mouvement son caractère prolétarien. De la fin mai au début juillet 1991 la classe ouvrière était non seulement absente mais elle avait refusé de s'engager, à l'appel du FIS, dans la grève générale. Le mouvement était un mouvement initié et dirigé par le FIS sur ses propres objectifs : établir la République Islamique. La partie de la jeunesse qui a été la force vive du mouvement et a affronté au cours des manifestations l'ANP, a servi de masse de manoeuvre au FIS. Le développement des événements le prouve irréfutablement.

LE FIS ET LA CLASSE OUVRIERE

La direction de l'UGTA, centrale "syndicale", dépendante du FLN et dans une large mesure de l'Etat, a été contrainte d'appeler à une grève générale les 12 et 13 mars 1991. C'est évidemment sous la pression de la classe ouvrière, utilisant autant qu'il était possible les structures de l'UGTA, et par peur d'être submergée que la direction de l'UGTA a lancé cet appel. Mais elle a limité la grève générale à 48 heures. Elle en a exclu tout mot d'ordre et revendication politiques, la confinant strictement à des revendications économiques (pour l'augmentation des salaires, les prix ayant augmenté de 25 % au cours des deux mois précédents, arrêt des licenciements). Néanmoins la grève générale aurait été suivie à 95 % si nous en croyons "IO" n° 1511 en date du 13 mars.

Le FIS et son "syndicat", le SIT (Syndicat Islamique du Travail) ont dénoncé la grève générale de 48 heures des 12 et 13 mars, cela en application de leur orientation face aux

revendications, au combat de la classe ouvrière. Le n° de novembre 1990 de "Tribune Ouvrière" organe du "Parti des travailleurs" d'Algérie n'écrivait-il pas :

«Si Abassi Madani a comparé les travailleurs en grève à l'OAS, le prêche officiel du vendredi 7 septembre diffusé à partir de la mosquée de Constantine était un véritable flot de haine à l'encontre des travailleurs qui revendiquent des droits et recourent à la grève. A coups de versets il a déclaré les luttes des travailleurs "Haram" car, a-t-il affirmé, elles sont au détriment des droits des autres. Il va de soi que l'Imam n'a pas jugé utile de désigner ces "autres". Il a promis l'enfer aux travailleurs s'ils ne cessent pas leur mouvement de revendications et les a appelés à travailler sans contre-partie, leur expliquant, qu'ils doivent tout donner à la société sans rien réclamer d'elle.»

UNE LOI ELECTORALE ANTI -DEMOCRATIQUE FAITE POUR BARRER LA VOIE DU POUVOIR AU FIS

Le 1er avril, l'Assemblée Populaire Nationale a adopté par 232 voix contre 9 et 24 abstentions, la nouvelle loi électorale qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Le 4

avril le président Chadli a annoncé que des élections législatives anticipées auraient lieu le 29 juin et le 18 juillet.

"Le Monde Diplomatique" de juillet 1991 présente ainsi la loi électorale :

«Ficelée avec minutie par les services du ministère de l'intérieur, votée par les députés du parti unique, (c'est) une loi électorale défavorisant les agglomérations urbaines, acquises au FIS, au profit des campagnes et des vastes superficies peu peuplées (elle) a été taillée sur mesure pour assurer la défaite des intégristes».

Misant sur un déclin certain de l'influence du FIS dans la population laborieuse, en raison de ses positions anti-ouvrières, et sur son affaiblissement relatif parmi les masses populaires en raison de son attitude équivoque au moment de l'intervention de la coalition impérialiste au Moyen-Orient contre l'Irak et les peuples de cette région du monde, Chadli, le gouvernement Hamrouche espéraient à l'aide d'une loi

électorale et d'un découpage des circonscriptions totalement anti-démocratiques, lui barrer la route du pouvoir et y maintenir ce qui reste du FLN en pleine crise. Tous les partis et organisations ont protesté contre cette loi et ce découpage, mais ont, y compris le FIS, ont désigné leurs candidats à ces élections.

Enfin la direction du FIS en difficulté, après avoir hésité, a appelé à la grève générale à partir du 25 mai sur les mots d'ordres suivants : "Abrogation de la loi électorale ; un autre découpage électoral ; élection présidentielle anticipée". Il fallait être politiquement débile pour ne pas voir que ces mots d'ordre n'étaient que le paravent d'un combat que le FIS engageait pour imposer la "République Islamique". Malgré tous les efforts du SIT la classe ouvrière ne s'y est pas laissée prendre. Dès les premiers jours il était évident que l'appel à la "grève générale" était un fiasco.

LES VÉRITABLES OBJECTIFS DU FIS : "A BAS LA DEMOCRATIE"

À défaut de pouvoir réaliser la grève générale le FIS a compté sur les manifestations et les occupations de places publiques d'Alger et les a impulsées. La grande masse de la jeunesse algérienne est au chômage, socialement déracinée. En l'absence d'un puissant mouvement ouvrier qui lui ouvre une perspective, elle est forcément politiquement instable et manipulable. Le FIS contrôlant les mairies et les milliers de mosquées avait les moyens d'utiliser une partie de la jeunesse ainsi qu'une infanterie servant sa politique et ses mots d'ordre. La fumée des mots d'ordre "démocratiques" s'est vite dissipée et le véritable objectif du FIS est nettement apparu : ravir au FLN en décomposition le pouvoir, instaurer une République Islamique. C'est à dire en finir avec les quelques libertés démocratiques arrachées ces dernières années. Le FIS a réussi à rassembler, le dimanche 26 mai, environ 20 000 manifestants, une centaine de mille le lundi 27 qui ont défilé dans le centre

d'Alger. Les mots d'ordre cette fois étaient sans équivoque : "A bas la démocratie !" "Un Etat islamique sans vote" "Ni charte, ni constitution, parole de Dieu, parole du prophète". Une dépêche de l'AFP spécifiait :

«Les manifestants parmi lesquels on reconnaissait des vétérans d'Afghanistan à leur costume et à leur coiffure scandaient : "Nous voulons des comptes et non des élections !" "La grève politique est le commencement de l'Etat islamique". "L'armée et le peuple sont avec l'Islam.»

Pendant toute une semaine ces manifestations se sont poursuivies et les islamistes ont occupé la place du 1er mai à Alger sans que la police ne les en chasse.

AU NOM DE LA "DEMOCRATIE", LE PT SE RANGE DERRIÈRE LE FIS

Or les 30 et 31 mai le "Parti des Travailleurs" tenait son IIème congrès. En conclusion de ses travaux il a publié une "adresse au peuple algérien, aux partis et organisations qui se réclament des intérêts populaires" (donc à tous les partis car tous les partis se réclamant bien sûr des intérêts populaires"). Elle se terminait ainsi :

«L'heure est grave.

Le Parti des Travailleurs propose à tous les partis et organisations qui se réclament des intérêts du peuple à organiser ensemble des comités de préparation de la grève générale victorieuse, pour en finir avec le régime, pour organiser des élections démocratiques. Le PT s'adresse à tous les partis sans exclusive (souligné par nous).

*Pour empêcher la catastrophe !
Grève générale de tout le peuple algérien !
Démission de Chadli-Hamrouche !
Elections libres avec égalité des chances !*

*IIème congrès du Parti des Travailleurs
Vendredi 31 mai 1991».*

Dans cette adresse aucune référence : aux événements en cours ; à l'appel du FIS à la grève générale (avec quel succès, c'est autre chose) ; aux manifestations qu'il organise sur les mots d'ordre : "A bas la démocratie". "Un Etat Islamique sans vote". "Ni charte, ni Constitution, parole de Dieu, parole du prophète". Pas un mot sur le fait que le FIS a engagé le combat pour instaurer la République Islamique. Dans ces circonstances précises, à ce moment donné, compte-tenu, de plus, des rapports de forces entre le FIS et le "PT" d'Algérie, se prononcer pour "la grève générale", la "démission de Chadli-Hamrouche, c'était s'aligner derrière le FIS. Ajouter "élections libres avec égalité des chances" était dérisoire et n'était qu'une tentative d'auto-justification.

Dès le mercredi 29 mai Abassi Madani et Ali Belhadji président et vice-président du FIS rencontraient, sur leur demande, le premier ministre Mouloud Hamrouche. Aucun accord n'était conclu. Dans la soirée un appel émanant soi-disant du "Majlis ech choura", organisme dirigeant du FIS, annulait l'appel à la "grève générale". Mais le jeudi 30 mai, Madani et Belhadji déclaraient que la "grève générale" était maintenue. (Le vendredi est jour de repos hebdomadaire en Algérie). C'était à cet appel que répondait en fait l'adresse du "PT" datée du vendredi 31 mai.

REPRESSION

Pendant ce temps manifestations et occupations de certaines places d'Alger se sont poursuivies. Le dimanche 2 juin les brigades anti-émeutes ont commencé à intervenir dans le centre d'Alger contre les manifestations islamiques. Le mardi 4 juin le gouvernement a lancé sa police pour faire évacuer par la force les places publiques. Dans la journée et la soirée de violents incidents ont opposé les islamistes et leurs partisans à la police, aux gendarmes, aux compagnies de Sécurité : des morts, des blessés par dizaines sinon par centaines parmi les islamistes et les jeunes qui avaient répondu à leur appel.

Dans la nuit du 4 au 5 juin Chadli proclamait l'état de siège, "suspendait le processus électoral" et reportait les élections à une date ultérieure. L'armée chargée du maintien de l'ordre investissait Alger et ses environs. Hamrouche démissionné, Ghazali était chargé de former le nouveau gouvernement. Tandis que l'armée réprimait les violations du couvre feu, le 7 juin Ghazali affirmait que des élections législatives et présidentielles auraient lieu avant la fin de l'année. La presse interprétait cette déclaration comme étant une importante victoire des islamistes. Le FIS en profitait pour annuler son mot d'ordre de "grève générale", grève générale qui n'avait jamais été effective. Mais la répression se poursuivait sous la forme d'arrestations de manifestants des jours précédents. Elle s'intensifiait dans les jours et les semaines suivantes ; licenciements d'ouvriers, de travailleurs relativement peu nombreux qui avaient répondu aux mots d'ordre du FIS mais qui se comptaient tout de même à quelques milliers ; arrestations de militants et de cadres du FIS, de manifestants ayant été identifiés.

Les islamistes ont accroché aux frontispices des mairies qu'ils contrôlent leur devise : "*Commune Islamique. Par Dieu et pour*

Dieu". Le 24 juin la caste des officiers, détenteurs du pouvoir réel depuis la proclamation de l'état de siège, montait une provocation : elle envoyait des contingents armés décrocher la devise islamique et raccrocher la devise officielle : "*Par le peuple et pour le peuple*". Vers deux heures du matin les muezzins appelaient par haut-parleurs les jeunes à s'y opposer. Pendant plusieurs nuits à nouveau l'armée tirait sur des milliers de jeunes qui avaient répondu à ce nouvel appel des islamistes. et s'étaient formés en groupes mobiles. Des morts, des blessés, par dizaines par centaines.

La répression, les milliers d'arrestations, celles, le 30 juin, de Madani et Belhadji, après que la gendarmerie ait investi le siège du FIS, ont cassé les reins au mouvement et l'ont politiquement déboussolé. A la grande prière du vendredi 5 juillet les dirigeants encore libres du FIS ont appelé au retour au calme, tout en réclamant la levée de l'état de siège, la libération des emprisonnés, la réintégration des licenciés. Face à l'armée, le FIS subissait, dans sa lutte pour instaurer la République Islamique, une véritable défaite. Pourquoi ? Parce que la population laborieuse, qui rejette le FLN, n'a pourtant vraiment nulle envie que les islamistes se prennent le pouvoir. Finalement la tentative du FIS a bien servi Chadli en lui permettant de décréter l'état de siège et de transférer le pouvoir réel à la clique des officiers.

Les positions que le "PT" d'Algérie a prises, semblent, à priori, effarantes. D'autant plus qu'il est membre de "IVE Internationale-CIR". Il est même un de ses fleurons et est piloté par Pierre Lambert soi-même. Mais c'est seulement à priori.

PARTI DES TRAVAILLEURS ET PARTI OUVRIER

Les 28 et 29 juin 1990 l'"Organisation Socialiste des Travailleurs" organisation membre de "IVE Internationale-CIR", s'est proclamée "Parti des Travailleurs". Malheureusement il ne suffit pas de substituer au mot Organisation celui de Parti pour en devenir un. Au cours de cette opération de prestidigitacion la caractérisation "Socialiste" disparaissait. Ce n'était qu'un point de départ. Pourquoi s'appeler "Parti des Travailleurs" ?

a) Au contraire des classes ouvrières de l'ensemble des pays d'Europe, en Algérie la classe ouvrière n'a jamais eu de parti propre. Or si des tâches démocratiques restent à accomplir, elles ne peuvent l'être que si la classe ouvrière, s'appuyant sur les autres couches sociales opprimées et exploitées, prend le pouvoir, s'érige en classe dominante, (dictature du prolétariat) et par-là même engage la réalisation des tâches propres au prolétariat, c'est à dire avance sur la voie menant au socialisme. Il faut donc au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse d'Algérie, un parti ouvrier armé du programme et de la stratégie de la révolution prolétarienne. Combattre pour la constitution d'un parti ouvrier en Algérie doit être un des objectifs prioritaires d'une organisation algérienne se réclamant de la IVE Internationale et de son programme.

L'appellation Parti des Travailleurs ne répond pas exactement à ce dont a besoin le prolétariat algérien et avec lui l'ensemble des couches et classes exploitées de ce pays. Les ouvriers, les paysans, les artisans, nombre de petits bourgeois, sont des

"travailleurs". Lorsqu'une grande précision n'est pas nécessaire, ou qu'il est impossible de faire autrement, utiliser le mot travailleur à la place d'ouvrier est tolérable. Mais lorsqu'il s'agit de la dénomination d'un parti la plus grande précision est requise. Trotsky a stigmatisé : "*l'idée réactionnaire de partis ouvriers et paysans bipartites*". La classe ouvrière algérienne a besoin, pour devenir d'une classe en soi une classe pour soi, d'un parti, de son parti de classe : le parti ouvrier. Il n'y a pas identité entre ses intérêts et ceux des autres couches ou classes sociales même exploitées, même composées de "travailleurs". Trotsky écrivait à propos des pays coloniaux ou semi-coloniaux :

«Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a confirmé cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier leurs intérêts, de quelque façon que ce soit dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti Communiste que dans la mesure où il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat. L'alliance des ouvriers et des paysans sous la dictature du prolétariat ne contredit pas cette thèse, mais la confirme par d'autres voies et dans une situation différente. S'il n'y avait pas des classes diverses, ayant des intérêts divers, il ne serait pas question d'alliance.»

Trotsky expliquait que l'idée d'un parti ouvrier et paysan

ressortait du populisme et non du bolchevisme. (*L'IC après Lénine - page 348*).

Si la classe ouvrière algérienne ne constituait pas son parti, le parti ouvrier, elle resterait politiquement subordonnée à la bourgeoisie, à ses partis, à ses organisations, à ses représentations bureaucratiques. Or l'appellation Parti des Travailleurs est source de confusion, car elle n'a pas la netteté dans la définition du caractère du Parti qu'a celle de Parti Ouvrier (1).

b) Un véritable Parti ne se décrète pas à volonté, d'autant plus qu'il s'agit d'un Parti Ouvrier.

Procéder ainsi c'est affirmer que la tâche à réaliser le serait déjà. D'une certaine façon c'est dresser un obstacle supplémentaire à la constitution d'un authentique Parti Ouvrier. Le "PT" n'est pas un vrai Parti. Il n'en a ni les racines, ni les liens, ni la force militante, ni la capacité d'action. En tentant de jouer le rôle d'un véritable Parti il se comporte comme la grenouille qui se prenait pour un boeuf et se condamne à se comporter en mouche du coche.

LA "DEMOCRATIE" EN MAJUSCULES ET EN LETTRES D'OR

Le prétendu "Parti des Travailleurs" a défini, dès son congrès constitutif, une orientation confusionniste qui ne le cède en rien à celui de sa dénomination. Elle lui est complémentaire et va dans le sens du "populisme". Selon le "PT" "la "Démocratie" aurait toutes les vertus :

«La seule issue c'est la DEMOCRATIE qui veut dire : l'existence réelle de partis politiques soumettant leurs programmes devant le peuple qui choisira en toute liberté, car il reconnaîtra alors ses amis de ses ennemis. La DEMOCRATIE, c'est l'existence de syndicats indépendants contrôlés par les seuls travailleurs, la DEMOCRATIE ce sont toutes les libertés sans restrictions. C'est le droit de grève sans conditions, c'est l'élection libre d'une Assemblée Constituante et Souveraine, c'est le gouvernement de la majorité. C'est cela notre combat» ("Rapport introductif (extraits)" publié dans "Tribune Ouvrière organe du Parti des Travailleurs" numéro spécial congrès Août 1990").

Aujourd'hui, en Algérie, un Parti Ouvrier devrait combattre pour toutes les libertés démocratiques : droits d'organisation, de presse, de manifestation, etc... parce que ces libertés sont indispensables au prolétariat pour s'organiser et combattre pour ses propres objectifs, elles sont également indispensables aux autres couches sociales opprimées et exploitées pour qu'elles aussi s'organisent et combattent. Mais il est faux et mensonger de laisser entendre que la "Démocratie" permettrait à la classe ouvrière et aux autres couches opprimées et exploitées de résoudre leurs problèmes.

Ce même numéro de "Tribune Ouvrière" publie une sorte de déclaration qui est encore plus engagée sur la ligne de la "Démocratie". Elle s'intitule : "Une seule voie la Constituante Souveraine" et affirme :

"La Souveraineté populaire c'est l'élection à une Assemblée Constituante souveraine qui rédigera une nouvelle constitution souveraine qui garantira :

- L'égalité des droits entre les hommes et les femmes.
- La reconnaissance de la langue Tamazight comme langue nationale.
- Les droits et les libertés démocratiques.
- Les libertés individuelles et collectives.
- La liberté de conscience, etc...
- Une assemblée constituante qui aura tous les pouvoirs, désignera un gouvernement responsable devant elle.

Alors, et alors seulement, il y aura souveraineté du peuple. Toute autre solution ne peut qu'aller dans le sens d'un colmatage d'un régime dont notre peuple ne veut plus.

C'est ce combat que le Parti des Travailleurs vous propose à tous et à toutes. C'est pour cela qu'il appelle à la constitution, dans les villages, quartiers, usines, universités, domaines agricoles, communes, ... etc, des comités populaires pour la convocation d'une Assemblée Constituante Souveraine.»

DU MOT D'ORDRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE SOUVERAINE

Dans la lutte pour les libertés démocratiques lancer en Algérie le mot d'ordre "pour une Assemblée Nationale Souveraine" est indispensable. Mais pourquoi ? En raison de l'arriération politique d'un pays qui n'a jamais connu d'autre régime politique que celui dicté par l'impérialisme français au temps de la colonisation et, après l'indépendance politique, que celui totalitaire du FLN. Les masses en même temps qu'elles aspirent aux libertés démocratiques élémentaires, aspirent à avoir une représentation nationale souveraine qu'en l'état de leur expérience politique elles n'imaginent que sous la forme d'une Assemblée Nationale élue au suffrage universel.

Parce que cela correspond à l'expérience politique actuelle des masses, parce que ce serait un bond politique en avant, il faut combattre pour une Assemblée Nationale Souveraine. Mais il faut en même temps se garder de répandre et de développer des illusions qui deviendraient des pièges. Au contraire il faut, autant que possible, dissiper les illusions.

Que faudrait-il pour que cette Assemblée soit réellement Souveraine? D'abord et avant tout : que soit détruit le pouvoir totalitaire et tous les organes étatiques de ce pouvoir : police, forces répressives de toutes sortes, justice, administration, etc... à tous les niveaux ; que cet appareil d'Etat soit remplacé par un autre issu du mouvement des masses et des organismes qui surgiront de ce mouvement.

Une Assemblée Nationale Souveraine, surtout compte tenu des rapports politiques existants actuellement en Algérie, ne satisferait pas les revendications économiques, sociales et politiques des masses. Au mieux ce serait un lieu d'affrontement entre les intérêts des différentes classes et couches sociales. Il faut mettre en garde les masses : un régime démocratique parlementaire bourgeois n'est pas viable en Algérie. Une Assemblée Nationale Souveraine ne serait qu'une transition : soit vers le retour à une dictature totalitaire (par exemple une République Islamique) ou vers la dictature du

prolétariat. Le cas peu probable où à cette Assemblée siégerait une majorité ouvrière et paysanne favoriserait la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan, pont vers la dictature

du prolétariat. Pour que se dégage une telle majorité encore faudrait-il qu'il existe un puissant Parti Ouvrier.

CONSTITUANTE ?

Et pourquoi déclarer : *"La souveraineté populaire c'est l'élection à une Assemblée Constituante Souveraine, qui rédigera une nouvelle constitution... etc"*. Les termes "Souveraineté populaire" sèment la plus grande confusion en ce qui concerne la question du pouvoir. Affirmer que cette Assemblée "rédigera une constitution" c'est s'engager sur un terrain miné car c'est signifier que les masses pourraient voir leurs revendications satisfaites à partir d'une constitution issue d'une l'Assemblée Constituante Souveraine, constitution devenant la loi pour tous (c'est pourquoi mieux vaut se limiter à Assemblée Nationale Souveraine). La valeur du mot d'ordre d'Assemblée Nationale Souveraine vient de ce qu'il peut être un moyen d'agitation pour mettre en mouvement les masses. Il n'y a aucune raison de se lier par avance les mains en exigeant que cette Assemblée soit constituante.

On trouve dans l'éditorial de ce n° spécial de "Tribune Ouvrière" l'idée suivante que les révisionnistes lambertistes partagent avec les plus plats "réformistes" : *"Seul un parti ayant pour base sociale la majorité, c'est à dire les opprimés pourra porter jusqu'au bout ce drapeau qui est celui de la véritable justice sociale"*. D'abord qu'est-ce donc que "la justice sociale" ? Ensuite ce n'est pas parce qu'ils sont "la majorité"

que les "opprimés" peuvent vaincre et instaurer un régime économique, social et politique répondant à leurs besoins et aspirations, sans quoi ce serait fait depuis des millénaires : depuis que la société est divisée en classes les "opprimés" et les exploités sont la majorité. Sont décisifs : la place que la classe ouvrière occupe dans la production ; son caractère de classe internationale qui postule à prendre le pouvoir à cette échelle pour établir un mode de production dépassant les acquis du mode de production capitaliste. Voilà ce qui lui permet de rassembler les autres classes et couches sociales exploitées et opprimées. Le fait que la classe ouvrière, plus ces couches et classes sociales représentent la majorité est seulement un plus très important. En bref ce n'est pas de la "DEMOCRATIE" (le mot fut-il écrit en majuscules et en lettres d'or) que les exploités et opprimés doivent attendre leur libération, mais de l'établissement d'un rapport de force politique qui permet à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, de constituer l'Etat ouvrier sur la base de la démocratie ouvrière, de mettre sur pied de nouveaux rapports de production, de s'engager sur la voie menant au socialisme — la DEMOCRATIE écrite en majuscules et en lettres d'or dût-elle être mise à mal.

LA PENTE FATALE

Placé sur la pente de la "DEMOCRATIE" le PT est allé de glissement en glissement. Une *"déclaration du Parti des Travailleurs"* en date du 12 mars dont "IO" n°1512 produit des extraits s'adresse *"à tous les partis, associations, syndicats"*. On y lit :

«Le PT informe que le 4 février 1991, dans un document remis à notre parti, M. Ahmed Ben Bella proposait la constitution d'un gouvernement de crise. Nous avons alors déclaré que le PT était prêt à soutenir un tel gouvernement qui romprait avec les gouvernements impérialistes de France, de Grande Bretagne, des USA et les gouvernements arabes traîtres qui sous la direction de Bush, ont participé au génocide du peuple frère d'Irak.»

Venant de la part d'un parti se réclamant de "IVe Internationale CIR" c'est assez ahurissant. D'abord le langage : *"les gouvernements arabes traîtres"*. Traîtres à quoi, et à qui ? A la nation arabe ? Cette mystification inventée par les couches féodales bourgeoises des pays arabes pour mieux se soumettre les couches exploitées et opprimées de ces pays. Les gouvernements de Kadhafi, du roi de Jordanie qui ont soutenu l'Irak à leur manière entrent-ils dans la catégorie des gouvernements loyaux à la cause arabe ? Et que signifie l'utilisation de l'expression *"peuple frère d'Irak"* ? Le soutien inconditionnel contre l'agression impérialiste de l'Irak et des peuples du Moyen Orient n'implique pas d'utiliser la phraséologie des nationalistes, ou prétendus tels, bourgeois et petits bourgeois arabes. L'utiliser c'est sous-entendre une certaine classification entre les peuples : les peuples frères et ceux qui ne le sont pas. On est loin de l'internationalisme prolétarien qui ne connaît pas de peuples frères, cousins, etc, et

d'autres qui ne seraient pas de la famille, mais s'exprime dans la formule "prolétaires de tous les pays unissez-vous".

Pourtant là n'est pas encore l'essentiel. Comment peut-il être pensable qu'un Parti se réclamant de "IVe Internationale CIR" s'engage à soutenir un gouvernement pour la seule raison qu'il aurait rompu les relations diplomatiques avec les gouvernements de la coalition impérialiste pendant leur intervention armée contre l'Irak et les peuples du Moyen Orient ? Fallait-il que les masses irakiennes soutiennent le gouvernement de Saddam Hussein ? Combattant contre l'attaque impérialiste dans les rangs de l'armée irakienne telle qu'elle était, inconditionnellement, il leur appartenait de saisir toute occasion pour chasser du pouvoir le gouvernement Hussein pour porter au pouvoir, si possible, un gouvernement ouvrier et paysan. Référons nous à Trotsky : *"En participant à la lutte militaire sous les ordres de (SaddaHussein) — parce que malheureusement c'est lui qui a le pouvoir dans la guerre pour l'indépendance — préparer politiquement le renversement de (SaddamHussein)"* (Œuvre tome 15 page 70). Et pourtant, en l'occurrence, les "relations diplomatiques" étaient rompues entre la coalition impérialiste et Saddam Hussein.

La déclaration du PT poursuit :

«Aujourd'hui alors que le pays s'enfonce dans une crise profonde, organisée par le gouvernement Chadli qui conduit le pays à la catastrophe et affame les masses populaires, nous renouvelons à tous les partis, associations, syndicats (souligné par nous) la proposition de constituer immédiatement un gouvernement de crise afin de sortir le pays de l'impasse totale dans laquelle l'a plongé le régime Chadli et organiser des élections libres.»

AVEUGLE ET SOURD

Ainsi le PT propose à tous les partis jusqu'aux partis les plus réactionnaires FIS et autres, aux Partis comme celui de Ben Bella qui est aussi un islamiste réactionnaire, aux partis bourgeois pro impérialistes comme le FFS de Aït Ahmed, de constituer un 'gouvernement de crise' : c'est pire que la collaboration de classe ordinaire et tout cela au nom de la DEMOCRATIE ("organiser des élections libres"). Agissant de cette façon il cautionne ces partis comme "partis démocratiques" et efface les frontières de classes.

De plus l'opération est dérisoire. Elle rappelle le PCI des années 45-50 proposant du haut de ses quelques centaines de militants "le Front Unique" au PS et au PCF qui en comptaient des centaines de milliers. A ceci près : si les propositions faites au PCF et au PS de réaliser avec le PCI "le Front Unique" étaient politiquement ridicules, elles ne violaient pas les principes : pour aussi dégénérés qu'ils étaient déjà le PS et le PCF restaient des partis ouvriers. En Algérie la quasi totalité des partis et des organisations existantes (officiellement 481) ne sont, ni de près ni de loin des organisations et partis ouvriers. Pour la plupart, ce ne sont pas même des organisations et partis démocratiques (à l'exception peut-être (il faudrait en discuter) du FFS le parti d'Aït Ahmed).

La voie était ouverte à l'alignement du "PT" d'Algérie, au cours des événements de la fin mai début juillet, derrière le FIS. Dans son adresse "au peuple algérien, aux partis et organisations qui se réclament des intérêts populaires", le PT délivre un brevet de "DEMOCRATIE" au FIS :

«Aujourd'hui le Front Islamique de salut organise la grève générale contre la loi électorale, pour l'abrogation de la constitution, et pour des élections présidentielles anticipées.» (sic)

Dans l'interview que "IO" n°1524, daté du 12 juin publie Louisa Hanoune s'exclame :

«Pendant ce temps, dans les rues, il y avait de plus en plus de monde. Beaucoup de jeunes. Nous ne pouvions bien entendu pas les laisser seuls. Impossible, impensable pour nous.»

Elle fait une description pathétique du courage de ces jeunes. Assurément il est tragique de voir des jeunes affronter la police, les forces répressives, l'armée et tomber sous leurs balles. C'est d'autant plus tragique qu'ils combattaient sur des mots d'ordre radicalement contraires aux intérêts de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Louisa Hanoune n'a ni entendu, ni vu ce qu'elle ne voulait ni voir, ni entendre : les mots d'ordres du FIS repris (hélas) par ces jeunes :

*"A bas la Démocratie". "Un Etat Islamique sans vote".
"Ni Charte, ni Constitution, parole de Dieu, parole du prophète."*

Elle n'a ni entendu, ni vu, ni compris que quelque soit ce que

pouvaient dire ou faire tel et tel groupe de jeunes, le FIS était le maître d'œuvre politique, la force politiquement dirigeante de tout ce mouvement et que son objectif était : établir la République Islamique. Elle était fascinée par les mots d'ordre lancé au point de départ par le FIS, alors qu'ils n'étaient qu'une couverture du véritable objectif : établir la République Islamique. Et puis le FIS n'avait-il pas appelé à "la grève Générale" mots magiques qui couvrent et résolvent tout (selon le PT). Il est triste de constater qu'elle cite, avec un certain orgueil, ces paroles de Madani :

«Dans cette conjoncture difficile, le peuple algérien a trouvé un seul parti, dirigé par une femme, le PT avec Louisa Hanoune.»

"Le Jeune Indépendant" n°34 (4-10 juin 1991) a publié un interview de Madani. Une des questions qui lui est posée est formulée ainsi :

«Le Parti des Travailleurs envisage l'idée du ralliement d'autres formations politiques de l'opposition à la grève du FIS. Qu'en pensez-vous ?»

Madani répond :

«Nous saluons le courage de ce parti qui au moins est resté fidèle à ses principes. Ceux qui ont du respect pour leurs principes méritent le respect, contrairement à d'autres, qui prônent des slogans et qui agissent à l'encontre des principes.»

Parlant ainsi, Raminagobis-Madani devait penser que, vainqueur, fidèle à ses "principes", la République Islamique instaurée, il appliquerait la loi islamique, la charria, et que celle-ci serait valable pour tous : y compris pour le "PT" et Louisa Hanoune.

Faute de Parti Ouvrier, la classe ouvrière, la population laborieuse ont été rejetées en dehors de la scène politique. Leurs intérêts n'étaient ni d'un côté, ni de l'autre. Le FIS comme l'ALN, Chadli, le FLN déliquescents se sont affrontés pour le pouvoir animés des mêmes intentions vis à vis du prolétariat et des masses exploitées : les écraser. Le choix entre le FIS et Chadli était impossible. N'ayant pas les moyens de faire intervenir la classe ouvrière (sur son propre plan, avec ses propres moyens, contre le FIS et le FLN), une organisation combattant pour la construction d'un authentique Parti Ouvrier devait dénoncer et le FIS et l'ALN, Chadli et le FLN. C'était le seul moyen de faire progresser la compréhension de la nécessité de construire ce Parti Ouvrier. Parce que le "PT" se prend pour le parti qu'il n'est pas, parce qu'il est noyé dans le confusionnisme, qu'il se dit le parti de la "DEMOCRATIE" en majuscules et en lettres d'or, de glissade en glissade, au gré des événements politiques, il s'est mis, les circonstances étant ce qu'elles furent, à la remorque du FIS, lui décernant un brevet de "DEMOCRATIE".



Les militants de "IVe Internationale CIR" et du PCI ont là un nouvel exemple de où conduit la politique de la direction du PCI qui est, de fait, également celle de "IVe Internationale CIR". Les grands événements politiques sont des tests pour les organisations. Au moment et au cours de l'intervention armée de la coalition impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen Orient, "IVe Internationale CIR", le PCI, sous couverture de "l'appel des 75", se sont, en France, alignés sur l'appareil stalinien. Maintenant les dirigeants du PCI se préparent à "proclamer" eux aussi, un "Parti des Travailleurs" et à y dissoudre le PCI, tandis qu'ils "reproclameraient", artificiellement la IVe Internationale, cassant ainsi le combat pour sa reconstruction, cela au profit de la nouvelle née

"L'entente internationale des travailleurs". Militants de "IVe Internationale CIR", militants du PCI, en tant qu'organisations trotskystes, "IVe Internationale CIR" et le PCI en sont à la dernière limite : la politique que le "PT" d'Algérie, qui est membre de "IVe Internationale CIR" et est particulièrement suivi par Lambert soi-même a pratiqué et pratique, en est un nouveau témoignage. La "proclamation" du "PT" en France, la "reproclamation" de la IVe Internationale, dans les conditions qui viennent d'être évoquées, seraient leur arrêt de morts en tant qu'organisations trotskystes. Militants vous êtes face à vos responsabilités.

Le 23-8-91



1) Certains ne manqueront pas d'objecter que la Ière Internationale se dénommait "Association Internationale des Travailleurs". La constitution de la Ière Internationale a été décisive... comme premier chaînon internationale d'un mouvement ouvrier en formation et qui se cherchait. A sa formation la Ière Internationale était hétérogène : y ont adhéré trade-unionistes, proudhoniens, anarchistes, blanquistes, lassalliens, etc. Des représentants du mouvement bourgeois radical anglais, des coopérateurs bourgeois, des personnalités de sociétés philanthropiques, éducatives, etc jusqu'aux mazziniens hostiles à la constitution d'un mouvement ouvrier de classe, en étaient membres. Les marxistes n'étaient qu'une minorité. Marx devait dans ces conditions consentir des compromis. Il n'y a qu'à lire "l'adresse inaugurale" et "les statuts provisoires" de l'AIT pour le constater. Ainsi lit-on dans "les statuts provisoires" :

«Les soussignés... déclarent que cette Association Internationale et toutes les sociétés et individus y adhérents reconnaîtront comme base de leur comportement les uns envers les autres et envers tous les hommes sans distinction de couleur et de croyance et de nationalité la Vérité, la Justice et la Morale.

Ils considèrent que c'est le devoir de l'homme de

revendiquer les droits de l'homme et du citoyen, non seulement pour lui-même, mais pour tout homme qui fait son Devoir. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.»

Cela n'a rien à voir avec le marxisme. C'est de l'humanisme petit bourgeois et rien de plus.

A l'évidence le nom de la Ière Internationale est l'expression d'un compromis.

Mais dès le 23 Mai 1863 Lassalle avait fondé "L'Association générale des ouvriers allemands". Wilhelm Liebknecht et Auguste Bebel dès qu'ils furent influencés par Marx et Engels constituèrent le Parti Ouvrier Social Démocrate qui se dota au congrès d'Eisenach, 7 au 9 Août 1869, d'un programme s'inspirant des idées de Marx. Lorsque les deux partis fusionnèrent au congrès de Gotha, 22 au 27 mai 1870, ils adoptèrent pour le nouveau parti la dénomination de Parti Ouvrier Social Démocrate. Allemand. Dès sa constitution, en 1889, la IIe Internationale prit le nom d' "Internationale Ouvrière". On ne saurait considérer tout cela comme le résultat du hasard ou de la fantaisie.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ - LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

SOMMAIRE
C.P.S. N° 39 - 7 SEPTEMBRE 1991

URSS - APRES L'ECHEC DU PUTSCH, LA LUTTE QUI S'ENGAGE	1
Inconditionnellement contre le putsch et les putschistes.....	1
Naissance et apogée de la bureaucratie du kremlin.....	1
La bureaucratie en crise	2
La bureaucratie craque	2
Les objectifs des putschistes.....	2
Le pouvoir réaxé.....	3
Nouvelle oscillation de gorbatchev	4
Le putsch s'annonce	5
L'échec	5
Déchaînement des forces centrifuges.....	5
Le KGB, les forces répressives, le corps des officiers demeurent	6
Questions nationales et révolution politique.....	6
Pour des congrès ouvriers, paysans, travailleurs des républiques et de l'union.....	7
NOTES POLITIQUES	8
Après l'est de l'europe, l'URSS.....	8
L'impérialisme US seule super-puissance	8
Instabilité et menaces sur le régime capitaliste.....	8
Multiplication des attaques contre la population laborieuse.....	9
PS, PCF, appareils syndicaux toujours le même rôle.....	9
Poursuivre sur la même ligne.....	9
CONDITIONS DE LA RENTREE SCOLAIRE.....	10
Plus d'élèves - moins de postes.....	10
Réformes - collège, lycée, primaire.....	11
La politique du gouvernement Mitterrand-Cresson-Soisson.....	12
Que signifie la crise de la direction de la FEN ?.....	13
ALGERIE.....	14
PAR-DESSUS ET CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.....	14
«Algérie : la révolution prolétarienne sourd»	15
Depuis octobre 1988.....	15
De la grève générale des 12 et 13 mars à la loi électorale.....	16
Retour sur les élections municipales du 12 juin 1990.....	17
Le programme du FIS.....	17
La tentative du FIS.....	18
Contre-attaque de chadli.....	18
Le FIS en échec.....	19
Les deux visages de la réaction.....	19
Pour le parti ouvrier	19
A l'enseigne de "la démocratie"	20
Rien n'est stabilisé.....	20
LA "RECESSION" ET L'ECONOMIE AMERICAINE.....	21
<i>Première partie</i> : Le constat.....	21
"Récession".....	21
Ce qu'ils espèrent.....	21
Chute du taux de profit.....	22
Indices boursiers.....	22
Crise des caisses d'épargne et des banques.....	23
Spéculation.....	23
L'état à la rescousse.....	24
Les compagnies d'assurance aussi.....	24
Endettement général et massif.....	24
Crise financière des villes et des états américains	25
Licenciements.....	25
Quelques autres conséquences.....	25
Un déficit budgétaire redoutable.....	25
Eléments d'un constat	26
ALLEMAGNE 1991 - UNE NOUVELLE PHASE.....	27
<i>Première partie</i>	27

L'ex-RDA et le socialisme.....	27
Des élections du 16 mai 1990.....	27
...A celles des länder de Hesse et de Rhénanie-Westphalie.....	27
Grèves et manifestations dans la partie est de l'Allemagne.....	28
La catastrophe économique à l'est.....	28
Vers une nouvelle aggravation.....	29
Les femmes.....	29
Le change des marks du 1er juillet 1990.....	29
Des précisions.....	30
Des monstruosités économiques.....	30
Conditions de la marche au socialisme.....	30
<i>deuxième partie</i>	31
Ouvrir une perspective politique gouvernementale.....	31
La Trabant.....	31
Les camions IFA.....	31
Carl Zeiss Jena.....	32
Infrastructures.....	32
Pollution.....	32
La Treuhandanstalt.....	33
Obstacles à la privatisation.....	33
Un paradoxe apparent.....	34
Les accords salariaux de l'ouest.....	34
Des ombres apparaissent.....	35
Ne pas prendre le risque d'un conflit.....	35
L'importance de la DGB.....	35
Pour un gouvernement du seul SPD.....	36
Une transition vers un gouvernement ouvrier.....	36